

Mémoire

Présenté au BAPE
pour le développement durable de la
production porcine au Québec

14 mars 2003



LA BANDE À PORC

Regroupement des citoyens contre
les méga-porcheries à Mirabel

Introduction

À l'éveil du printemps 2002, des résidents du rang St-Vincent apprenaient que leur secteur, ainsi qu'au moins deux autres localités connues de Mirabel, étaient la convoitise de l'industrie porcine. Connaissant le fléau que de telles entreprises provoquaient sur la rive sud de Montréal, l'inquiétude les mena à créer un groupement de citoyens sous l'appellation de *La Bande à Porc*.

Description géo-historique

La portion du Rang Saint-Vincent située dans le secteur Saint-Benoît à Mirabel a des caractéristiques spécifiques sur le plan agricole et humain. On y retrouve, côte à côte, des fermes laitières familiales, des productions céréalières et maraîchères, des établissements acéricoles, une table champêtre, une boucanerie, des petits élevages de chevreuils, de sangliers, de jolies écuries, des serres coquettes, un vignoble d'agriculture biologique, ainsi que de multiples autres établissements à vocation agro-touristiques (voir Annexe 1). Avec le temps, on peut considérer que le rang s'est naturellement doté d'un caractère récréo-touristique toujours en pleine expansion.

En fait, notre secteur nouvellement développé a su mettre à profit les particularités de la terre qui la compose : les vigneron ont eu le génie d'exploiter une terre de pierrailles qui n'aurait pu faire la richesse d'une autre culture et, ainsi, ont permis la naissance de bons vins québécois pouvant faire rougir d'envi nos cousins européens; nos érablières, évoluant dans un espace dénivelé et rocailleux, sont exploitées à leur juste valeur par des gens soucieux d'accueillir l'éveil d'un printemps nouveau en enivrant leurs visiteurs d'un éventail de produits sucrés divins ; d'autres sols moins propices à la culture se sont vus renaître par la pâture de nos petits troupeaux de vaches laitières ou de chevaux; et nos terres plus fertiles ont su bénéficier d'une culture variée et en alternance, ainsi que d'une baisse d'insecticides, de pesticides et de fertilisants chimiques de tout acabit, puisque certains de nos producteurs locaux sont de plus en plus au fait des dangers pour l'environnement de l'usage abusif de tels produits; nos sols boisés ont su faire l'apanage de petits élevages de cervidés qui y puisent ombre et détente. Le tout créant le caractère bien particulier de notre belle région. Il est même à prévoir que la présence de plus en plus nombreuse de ces entreprises stimulera l'implantation d'autres activités commerciales similaires et de ce fait, freinera le dépeuplement du territoire agricole.

Face à l'émergence du volet agro-touristique du rang Saint-Vincent, le CLD de Mirabel a même offert son appui pour le développement d'une route agro-touristique. Ce secteur, dont le tracé est facilement identifiable par les panneaux indicateurs à l'effigie du "*Rang*" *dez-vous champêtre*, est fortement recherché par des plaisanciers des grands centres urbains, puisqu'il s'avère être à proximité et comporte toutes les richesses se retrouvant en campagne. À nos yeux, cette initiative du CLD est la reconnaissance du caractère positif de cette activité pour l'économie de notre ville. Notre groupe de citoyens considère d'ailleurs que ce site de chez nous, où se côtoient une variété de petits commerces agréables, en harmonie avec leur voisinage et leur environnement, est un pas dans la bonne direction pour la protection d'un environnement durable dans un cadre enchanteur, accueillant pour tous et, du même coup, rémunérateur. Nous croyons qu'une région comme la nôtre est un bel exemple des richesses du Québec à conserver et elle dépeint bien certaines des caractéristiques qui font la particularité de notre province et l'envi de ses visiteurs et de nos cousins européens (qui ont déjà, pour leur part, surexploités leurs ressources) : de vastes étendues de terres, de belles régions boisées, des érablières à profusion, une diversité encore présente de nos cultures (mais pour combien de temps encore au rythme où vont les choses?). C'est pourquoi, nous désirons la dévoiler au grand jour afin de la protéger des avaries pouvant la défigurer et nous souhaitons, par notre démarche, que d'autres secteurs de notre belle province, à l'image du nôtre, pourrons être reconnus et ainsi exemptés du fléau de l'élevage industriel qui les guettent tous.

Dans l'inconscience de quelques personnes dont le pouvoir monétaire permet la suprématie des décisions sur la population entière de notre province, nous en sommes au point où notre beau territoire, à la merci de l'inconscience, pourrait devenir peu à peu un lieu de désolation. L'agriculture industrielle qu'est la production porcine actuelle étant un des problèmes agricoles majeurs venant pourrir nos terres.

Non seulement faut-il mettre un frein au développement industriel de l'agriculture, mais aussi faut-il protéger des secteurs faisant la richesse de notre Québec depuis ses tous premiers pas. Notre désir est de tirer partie des expériences désastreuses de ceux qui ont déjà vécus les ravages de l'agriculture industrielle (comme nos cousins européens qui paierons la note des erreurs commises pour des générations encore) afin d'en éviter le fléau ici et, ainsi, continuer à percevoir l'émerveillement et l'admiration dans les yeux des visiteurs venant séjourner chez nous.

Une agriculture durable

Aux abords de ce nouveau siècle, nous devenons de plus en plus conscients que nos ressources sont épuisables. Il devient donc indispensable de penser à l'avenir par une agriculture durable. Logiquement cette agriculture se doit d'être diversifiée et en accord avec son environnement.

Plutôt que de persister à injecter des sommes considérables dans l'industrie porcine actuelle qui ne satisfait qu'une poignée d'intégrateurs au Québec. Il serait juste de prendre ces sommes et d'avantager les petites fermes familiales, en accord avec leur environnement (ceci incluant, bien entendu, les petits élevages porcins paysans) ainsi que les petites entreprises d'agriculture biologique.

Ceci aurait pour but de créer de l'emploi en favorisant l'implantation d'une multitude de petites fermes au Québec. Ces petites productions pourraient se transmettre de générations en générations et ainsi, offrir une sécurité d'emploi pour les familles impliquées.

Ces productions amèneraient une diversité des cultures et, du même pas, une préservation assurée des ressources que la terre offre. Ces entreprises à plus petite échelle ne pouvant que rendre à la terre ce qu'elle lui aura pris, elles permettraient un renouvellement constant des ressources disponibles et donc, la protection de nos sols, de notre air et de nos bassins versants.

Cette façon de faire garderait, avec certitude, nos campagnes peuplées par ces multiples petites fermes variées qui la composeraient et, de ce fait, amènerait plus de visiteurs attirés en ces lieux par l'intérêt qu'offrirait ses différents visages.

De plus, ce type d'agriculture satisferait nos citoyens de plus en plus soucieux de leur santé; ces derniers étant toujours plus au fait de ce qu'ils consomment, demandent maintenant des produits frais, exempts de pesticides et de résidus pharmaceutiques, et élevés et cultivés sainement, dans le respect de l'environnement.

À l'opposé, nos industries porcines actuelles sont en voie de faire disparaître peu à peu les fermes de petits calibres au nom de la 'productivité', elles font perdre des emplois à des familles qui étaient implantées depuis des générations dans les campagnes qu'elles monopolisent, elles dépensent sans bornes l'argent des contribuables (et bientôt encore plus avec les traitements de lisiers, encore bien inconnus), elles amènent la monoculture, stérilisent nos terres, souillent

notre eau potable, polluent nos campagnes, les dépeuplent et les privent du tourisme qui pourrait avoir plaisir, autrement, à la visiter.

Il est donc grand temps d'y mettre un frein et de revenir à une agriculture plus humaine.

Une agriculture protégeant notre eau potable

Plusieurs pays déjà font face à un problème criant de pollution de leur eau potable. Les européens doivent payer l'eau qu'ils consomment. Et ce, dû à une utilisation irrespectueuse de leurs ressources naturelles par une agriculture à grande échelle, entre autre. L'industrie porcine est d'ailleurs l'un des fléaux à l'origine de cette contamination. Et ces derniers en auront encore pour des siècles avant de pouvoir affirmé que leur eau est exempte de phosphates. Il est donc important de tirer partie de telles leçons et de protéger cette eau qui est encore buvable au Québec. Ceci peut se faire, entre autre, par une agriculture qui respecte cette richesse naturelle et qui est en accord avec les lois qui pourrons éventuellement être misent en œuvre par une politique de l'eau déjà à l'étude.

Il est beaucoup moins onéreux de stopper un problème en évolution que de réparer les pots cassés. C'est ce qu l'Europe a constaté. Et s'il est nécessaire de limiter des productions en excès dans des lieux ou la nappe phréatique pourrait être mise en danger ou d'imposer des taxes sur la surconsommation de l'eau, que ce soit au simple contribuable, à l'industrie porcine ou autre, cette mesure devrait être prise sans hésiter. Ce n'est pas utopique de croire que nous pourrions tous en tirer avantage : ceci pourrait s'avérer payant pour nos dirigeants et contribuerait certainement à la préservation de cette ressource précieuse et, malheureusement, épuisable si utilisée à outrance.

De façon spécifique donc, en ce qui a trait à la production porcine, l'épandage excessif et mal contrôlé de ce qui se veut être le purin actuellement souille la nappe phréatique de façon certaine. Il est donc de rigueur d'y mettre un terme.

Une agriculture protégeant nos sols

La production porcine actuelle exige un épandage excessif de ce qui est, jusqu'à preuve du contraire, le lisier. Elle demande donc une superficie importante de terres disponibles à cette fin et, lorsqu'il s'agit d'augmenter la production, l'épandage en va de même; il s'avère donc nécessaire d'obtenir une aire d'épandage toujours plus grande. Ceci favorise une érosion rapide de ces sols qui ne sont plus protégés désormais par un écran boisé.

De plus, la production de suidés appelle à la grande culture et favorise principalement le maïs par la forte teneur en phosphore que contiennent les déjections porcines. Il y a, de ce fait, déséquilibre, par une monoculture à grande échelle et appauvrissement du terrain utilisé après quelques années.

Une agriculture à échelle plus humaine éviterait certainement cette calamité.

Fondements de nos recommandations

Notre groupe ne s'oppose pas aux fermes qualifiées de paysannes, mais il s'érige catégoriquement contre la production animale industrielle actuelle. Cette dernière, en ce qui a trait, entre autre, à la production porcine, ne satisfait qu'une poignée d'intégrateurs au détriment de tous les citoyens et de leur environnement.

De telles industries s'avèrent néfastes pour une population la côtoyant puisqu'elles contaminent l'air, l'eau et le sol où elles évoluent. L'air chargé d'odeur ammoniacale peut provoquer des problèmes respiratoires tels l'asthme et accentuer les cas de dépression de façon considérable; l'eau souillée des déjections porcines liquides se voit chargée de métaux lourds, de résidus chimiques et pharmaceutiques, d'azote et de phosphore, provoquant des problèmes gastro-intestinaux et amenant des substances cancérigènes en la forme de nitrates. En ce qui concerne la terre qu'une telle industrie occupe, elle devient stérile en peu de temps et nous en avons déjà la preuve dans certaines régions fortement peuplées en porcs au Québec. De telles industries provoquent le dépeuplement des campagnes et la disparition d'une multitude de petites fermes familiales; de plus, elle ne crée aucun nouvel emploi puisqu'elle est fortement automatisée et elle coûte toujours plus chère aux contribuables : pensons à l'assurance stabilisation qui profite principalement aux grandes entreprises, à l'assurance récolte qui privilégie le maïs, aux routes à

réparer année après année de par le va-et-vient constant de camions à lourdes charges, le tout payé via les comptes de taxes des citoyens.

Nous considérons que les prémisses d'une saine cohabitation doivent tenir compte des entreprises déjà existantes et, du coup, le démarrage de nouvelles activités agricoles devrait respecter l'équilibre y régnant déjà. Dans l'éventualité où la nouvelle venue risque de compromettre la survie même des autres entreprises, il nous apparaît fondé de se demander si un droit de produire doit primer sur l'autre. À nos yeux, l'application dogmatique du droit de produire donne préséance aux entreprises de type industrielle même si leurs activités sont à l'origine du litige avec le voisinage. Paradoxalement, les victimes se retrouvent ainsi pénalisées. Ce que notre groupe désire présenter c'est l'importance d'une agriculture durable, la nécessité de prendre des mesures afin de préserver notre environnement pour les générations futures (entre autre en faisant une agriculture qui doit respecter la terre qu'elle habite et préserver l'eau qui y coure), du besoin de satisfaire les consommateurs toujours plus soucieux de leur santé et désireux de se procurer des produits sains, et l'importance de conserver ce qui fait la particularité de notre municipalité afin de poursuivre une industrie touristique lucrative et , elle aussi, durable et variée.

Il est important de souligner qu'en parcourant leur trajet, une abondance de visiteurs partage la jouissance de ce milieu avec les résidants et les producteurs mais ils sont aussi des consommateurs de produits et de services qui stimulent l'activité économique de notre région. Ainsi, ils procurent du travail dans plusieurs sphères de l'économie permettant à toute la communauté de profiter d'un environnement sain et d'une meilleure qualité de vie. Ici, dans notre petit secteur de Mirabel, plus de 200 emplois permanents et saisonniers directs sont générés par ces activités comparativement à un maximum de 3 emplois pour une porcherie industrielle. La pérennité et l'expansion de ce volet économique nécessitent toutefois de prendre soin de tous les paramètres à l'origine de sa réussite.

Dans les pages qui suivent nous élaboreront surtout sur les richesses locales à préserver et sur certaines distances séparatrices qui nous apparaissent essentielles.

Recommandations

Dans le contexte de notre démarche actuelle, nous vous soumettons les recommandations suivantes :

1. Limiter le nombre d'unités animales par hectare

Préalablement nous avons noté notre opposition à la production animale de niveau industrielle. Ainsi, nous considérons qu'un maximum d'une unité animale par hectare serait le nombre idéal afin de préserver un environnement vivable, permettant une agriculture durable sans souci d'une utilisation abusive des ressources disponibles en nos campagnes. Cette norme de densité à l'hectare est simple, facile d'application, objective, peu coûteuse, universellement reconnue comme une garantie de base permettant d'éviter la pollution, la concentration des élevages, les élevages sans sol, les approvisionnements provenant de l'extérieur et les risques d'épidémie. Elle peut être modulée selon les régions.

2. Protéger les zones agro-touristiques et récréo-touristiques

Ces zones qui, chez nous, pourraient être identifiées par le tracé fait par le « *Rang* » *de-vous champêtre*, ainsi que les secteurs où cohabitent plusieurs industries récréo-touristiques (À Mirabel, par exemple : parcs tels le boisé de Belle-Rivière, sentiers parcourant les boisés des fonds de terres, etc.) devraient être protégées de la façon suivante : les rues, routes, rangs empruntés par ces secteurs devraient être bordés de part et d'autre par une bande de 2.5 km exempte de production animale industrielle (tel que décrit au point 1). L'épandage de lisier de porc ne devrait être toléré qu'en dehors des périodes de grandes affluences du mois d'août et septembre.

3. Protéger les érablières

Certaines érablières, en nos belles régions du Québec, sont menacées par la venue de l'industrie porcine : ces dernières étant recherchées pour l'écran qu'elles procurent, dans le but de camoufler l'imposante infrastructure nécessaire à l'élevage de suidés, et non pour les produits qu'elles offrent en elles-mêmes. Pour le Québec, il serait dévastateur de laisser de telles entreprises piller ces érablières qui en font sa particularité et sa richesse. Il s'avère donc primordial de protéger de la venue de l'industrie porcine, nos érablières.

4. Adapter les distances séparatrices en fonction des immeubles protégés

Les distances séparatrices à envisager pour des immeubles protégés (citons en exemple le vignoble de culture biologique se retrouvant en notre secteur de Mirabel) devraient être augmentées pour en venir à un périmètre minimal de 2.5 km dans le cas précis de la production porcine. L'épandage de lisier de porc devrait être exclus dans ce même périmètre.

5. Protéger le périmètre d'urbanisation

Le périmètre d'urbanisation à protéger de la production animale industrielle (tel que décrit au point 1) sur tout le pourtour de la commune devrait être, au minimum de 2.5 km.

6. Protéger les prises d'eau potable desservant les communautés

Les puis desservant les divers secteurs peuplés du Québec devraient être protégés par un périmètre de 2.5 km. Il est essentiel de préciser que chez nous, l'un des puits qui alimentent le village de St-Benoît de Mirabel est situé à environ 300 mètres d'un des projets porcins d'envergure, actuellement mis en veilleuse. Il est donc encore temps de protéger cette ressource essentielle aux habitants du village.

7. Protéger et promouvoir les emplois dans le secteur agro-touristique.

Prenons exemple sur notre secteur de Mirabel (voir Annexe 1), où plus de 200 emplois sont maintenus grâce à cette industrie. S'il est permis de laisser s'implanter une production porcine industrielle en cette région et en bien d'autres semblables au Québec, une abondance d'emplois seraient perdus, ces campagnes seraient dépeuplées, le tourisme ferait faux-bond. Et le tout au profit d'une poignée de personnes seulement. En revanche, si le retour des petites fermes porcines, plus humaines est encouragé, ces dernières pourront faire bon ménage aux côtés d'érablières, de tables champêtres, de petits vignobles, de cultures diverses. Il ne s'agit que de les encourager. Et notre gouvernement a ce pouvoir. Le peuple québécois a des ressources et de l'imagination, et ne demande qu'à être appuyé afin de porter leur projet à bien et, ainsi, favoriser un aménagement du territoire québécois, de façon durable.

8. Protéger des secteurs écologiques, fauniques et floristiques demandant une attention particulière

Dans certains secteurs, une flore ou une faune particulière est à préserver étant donné la possibilité d'extinction de certaines espèces. À Mirabel, nous pouvons songer, entre, autre, à l'ail des bois. Par la venue de porcheries industrielles qui nécessitent la coupe d'une étendue considérable de boisée nous entravons le vouloir de la province de préserver ces espèces en voies d'extinction. Il est donc important de se faire un devoir de les protéger sachant que les boisés des fonds de terres en recèlent et que ces derniers subissent des coupes à blanc dans un but d'épandage.

9. Conserver les secteurs boisés

Un contrôle du déboisement s'avère une priorité. Ce point est une suite logique de la proposition précédente. Une bande boisée d'un minimum de 100 mètres devrait être préservées au fonds des terres. Aucun déboisement à blanc ne devrait être autorisé; connaissant l'impact sur la faune et la flore environnantes, sur les terres exposées à outrance aux grands vents et au plein soleil et, indirectement, sur nos sources d'eau.

Conclusion

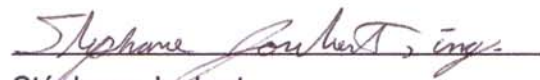
Quel est le prix à payer pour faire partie de ce volet du commerce international, où le Québec ne serait pas compétitif sans l'apport monétaire de ses millions de contribuables qui n'ont, d'ailleurs, aucun mot à dire quant à leur obligation de participer au financement l'industrie porcine pour qu'elle soit profitable aux intégrateurs. De plus, les bilans financiers ne tiennent pas compte du coût d'un traitement efficace des rejets polluants de ces élevages. Logiquement, il n'est absolument pas nécessaire de passer par des dédales de transformations afin de trouver une solution rentable au problème. Il s'agit de renverser les vapeurs au profit de la population entière (qui comptent au Québec quelques millions pour ne pas dire près de sept) au détriment de notre pauvre dizaine d'intégrateurs. Le résultat n'est-il pas plus valable si on regarde le ratio.

La solution au problème est plutôt simpliste et se retrouve sous les yeux de tous. Pourquoi chercher des réponses complexes à un problème dont le dénouement va de soi. Pourquoi, transformer des déjections solides en liquide et vouloir les retransformer de nouveau en matière solide lorsque l'on peut tout simplement laisser le tout à son état original et produire ainsi un compost plus acceptable et plus écologique. Il s'agit tout simplement de favoriser l'implantation de petites porcheries de 200 ou 300 UA au maximum sur litière de paille (avec un seuil maximal de une unité animale par hectare) et de produire ainsi en bout de ligne un compost solide qui peut être épandu sur les champs sans crainte de souiller l'eau et les sols et en diminuant les émanations de gaz dans l'air puisque les fosses de bétons au contenu liquide ne seront plus d'usage. Afin d'en arriver à ceci, il faut tout simplement détourner des fonds excessifs alloués par nos dirigeants (par divers moyens : subventions, assurance stabilisation, assurance récolte,...) au petit groupement d'intégrateurs-pollueurs, au profit de petites entreprises familiales écologiques. Ceci créerait de l'emploi durable, permettrait la conservation de nos terres, garderait nos campagnes peuplées et attirerait le tourisme puisque les visages de notre bel environnement s'en trouveraient diversifiés et invitants aux yeux de ses visiteurs.

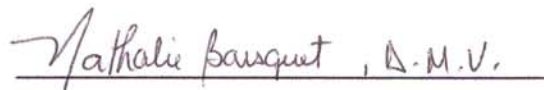
Devenons donc un exemple de respect pour notre environnement et les gens avec qui nous cohabitons. L'argent peut mener le monde mais elle le mène à la faim et à sa fin éventuellement. Il est possible de gagné des sous sainement. Investissons donc dans la conservation pour une fois. La richesse d'argent rapidement acquis ne surpassera jamais la richesse de nos terres, de notre eau et de notre air. Si nos ressources viennent qu'à s'épuiser, les dollars disparaîtront eux aussi et plus vite que nous le pensons. Ayons une vision plus large de ce qu'est la production

pour le profit. Il est absolument outrageux de voir des intégrateurs se pavaner les poches pleines et s'enorgueillir devant nous des revenus qu'ils amènent au Québec quand ils savent très bien que ces revenus n'y seraient pas sans les millions de contribuables qui payent pour leurs excès et qui, eux, en bout de compte ne récoltent absolument rien sauf l'écroulement de leur rêve, de leurs aspirations, la dévastation de leurs campagnes qu'ils aiment et la perte de jouissance en leur propriété puisqu'il ne peuvent plus sortir car ils sont accueillis au dehors par des odeurs nauséabondes et qu'ils sont désormais encerclés par un paysage dévastés par des coupes à blancs, par des bâtiments de taille industrielles et des fosses à lisiers démesurées. Ils doivent, de plus, se procurer une eau potable en épicerie, leur puis étant désormais souillé.

En conclusion, notre vision des choses est bien claire : elle suggère la préservation de richesses qui rapportent beaucoup plus à la province et à ses habitants que l'implantation d'industries animales d'envergure, puisqu'elle permet de tirer le meilleur du territoire; elle crée de l'emploi par la présence de plusieurs entreprises cohabitant plutôt qu'une seule qui s'automatise, fait perdre de l'emploi et dépeuple le territoire; elle suggère le développement de son attrait agro-touristique de par la variété de ses visages et elle privilégie la présence de simples citoyens au sein de ses campagnes afin de conserver cette vie qui en fait l'intérêt. Nos recommandations sont celles de visionnaires, désireux de préserver la continuité de notre belle province en prônant le développement de celle-ci à long terme, évitant ainsi la propagande d'une vision éphémère de profits gagnés rapidement en violant ou brûlant des ressources locales, difficilement renouvelables qui auraient pu être utilisées à meilleur escient.



Stéphane Joubert
La Bande à Porc
7620 Rang St-Vincent
Mirabel



Nathalie Bousquet
La Bande à Porc
7620 Rang St-Vincent
Mirabel

Annexe 1

Cette annexe représente le secteur de la ville de Mirabel cité en référence:

